
SYSTÈMES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AXÉS SUR LA COMMUNAUTÉ :

Des solutions locales pour mettre fin à la faim chronique
et promouvoir le développement rural

Publications occasionnelles d'Inter Pares

Inter Pares est une organisation canadienne qui œuvre à la promotion de la justice sociale au niveau international. Au Canada et dans les différentes parties du monde où nous travaillons, nous cherchons à favoriser une meilleure compréhension des causes profondes de la pauvreté et de l'injustice et du besoin inhérent de changement social. Nous appuyons des communautés dans les pays en développement afin de créer un avenir sain et sûr pour tous. Nous soutenons la lutte des gens pour l'autodétermination, leurs efforts pour défier les obstacles structurels au changement et les approches alternatives de développement qu'ils mettent de l'avant.

Systèmes de sécurité alimentaire axés sur la communauté :

Des solutions locales pour mettre fin à la faim chronique
et promouvoir le développement rural

« La sécurité alimentaire communautaire – une situation dans laquelle chaque personne bénéficie d'un régime alimentaire sûr, nutritif et acceptable sur le plan culturel grâce à un système alimentaire durable maximisant l'autosuffisance et la justice sociale. »

Institute for Food and Development Policy

En 2001-2002, une sécheresse prolongée a frappé l'État d'Andhra Pradesh, en Inde. La chaleur était telle que les cultures ont séché sur pied. Les autorités de l'État ont demandé au gouvernement fédéral de puiser dans les réserves du pays pour de l'aide alimentaire d'urgence. Dans le district de Medak, une région semi-aride où les pluies sont rares et considérée comme l'une des plus pauvres de l'Inde, les représentantes des femmes se sont réunies pour évaluer les besoins en matière d'aide alimentaire d'urgence. Village après village, les femmes ont dit qu'elles n'avaient pas besoin d'aide alimentaire de l'extérieur. Ce qu'elles avaient cultivé par l'entremise de leur propre fonds céréalier communautaire suffirait à les nourrir. Cette situation est étonnante car, comme leurs voisins, les habitantes et habitants de ces villages font partie des couches les plus démunies de la société indienne sur le plan matériel. Plusieurs habitantes et habitants du Médak appartiennent à la caste dite « des intouchables », ou *dalits*, l'échelon le plus bas dans la hiérarchie sociale hindoue. De plus, on considère que le Medak fait partie de ces régions régulièrement frappées par la famine qui forment la « ceinture de la faim ».¹ Par quel prodige ces villageoises et villageois – censément les plus vulnérables du pays – pouvaient-ils jouir d'un tel niveau de sécurité alimentaire alors que tout l'État était aux prises avec la disette et la faim ?

Pour répondre à cette question, il faut examiner de près la façon dont ces communautés se sont mobilisées pour trouver ensemble des solutions à leurs problèmes collectifs. Les villages assurés de la sécurité alimentaire ont en commun qu'ils comptent tous un *sangham*, un groupe de femmes organisées. Les *sanghams* pratiquent une

agriculture fondée sur la biodiversité qui met l'accent sur la culture des céréales traditionnelles cultivées dans le Medak depuis des siècles, telles que le sorgho et divers types de millet. À cause de l'extrême sécheresse, ces plantes se sont adaptées d'une génération à l'autre aux conditions locales et poussent sans irrigation ni fertilisant chimique, sans pesticide ni herbicide. Elles offrent un apport nutritif supérieur au riz blanc poli.² Outre leur valeur alimentaire, ces cultures fournissent une gamme de matériaux utiles : on utilise les pieds et les enveloppes pour nourrir le bétail, les tiges séchées pour faire des clôtures et allumer le réchaud, le chaume pour le toit des huttes et la fibre pour tresser des cordes. Pratiquant la combinaison et la rotation des cultures, les femmes du *sangham* cultivent, en plus de ces céréales de base, des légumineuses, des fruits, des légumes et des plantes médicinales. Elles ne se contentent pas de protéger la biodiversité, elles l'enrichissent.

Comme ce type d'agriculture est exempt de produits chimiques, on trouve aussi, là où il est pratiqué, des « aliments non cultivés », comme les plantes comestibles, les tubercules et les petits animaux sauvages en profusion. Une bonne partie de ces aliments non cultivés est constituée de plantes à feuillage comestible riches en éléments nutritifs – fer, vitamine A, acide folique et riboflavine³ – et de petits animaux, une source essentielle de protéines. Pour les ménages pauvres d'Asie du Sud, notamment dans les périodes difficiles, les aliments non cultivés peuvent constituer de 40 à près de 100 % de leur régime alimentaire.⁴ En plus des aliments non cultivés, on trouve aussi une grande variété de plantes sauvages médicinales, ainsi que d'autres végétaux qui servent de

combustible et de fourrage. Depuis toujours, les gens se tournent vers les aliments non cultivés quand la récolte est mauvaise ou en période de disette.

La culture écologique et la protection des sources d'aliments non cultivés sont deux éléments vitaux de la sécurité alimentaire en milieu rural. Mais la clé de la véritable sécurité alimentaire, peut-être plus proche du nouveau discours sur la souveraineté alimentaire, est le principe selon lequel les agriculteurs et agricultrices doivent avoir le contrôle de l'ensemble du système de production alimentaire, et ce, à partir des semences. Dans les villages où il y a un *sangham*, les femmes entreposent les semences et les échangent. Perpétuant des traditions séculaires, les femmes du *sangham* conservent, prêtent, empruntent et échangent les semences de tout ce qui pousse dans leurs champs. Comme dans bien d'autres régions, les femmes du Medak ont toujours assumé le rôle de gardiennes des semences ; elles plantent, cultivent et récoltent avec leur famille, jouant un rôle de premier plan dans la production agricole. Cela permet aux ménages de rester largement autonomes, sans dépendre du marché pour leurs intrants agricoles. Dans des régions où les gens doivent régulièrement financer leurs intrants agricoles en empruntant à des taux usuraires, et où la servitude pour dettes et les suicides d'agriculteurs sont fréquents,⁵ la souveraineté alimentaire peut faire toute la différence entre une existence misérable et une vie offrant des choix et des possibilités.

Avant la mise sur pied du fonds céréalier communautaire, leur petit lopin de terre permettait généralement aux femmes des *sanghams* de cultiver juste assez de nourriture pour six ou sept mois. Elles subissaient une disette chronique durant les saisons difficiles.⁶ Les femmes se sont donc penchées sur la question de l'accès à la terre. En collaboration avec la Deccan Development Society (DDS), l'organisation non-gouvernementale (ONG) locale avec laquelle elles collaborent, les femmes des *sanghams* ont élaboré une stratégie pour régénérer les terres en jachère du village, en vue de cultiver, d'entreposer et de distribuer des céréales traditionnelles par l'entremise de leur propre fonds céréalier communautaire et du système public de distribution. Avec l'aide d'un petit prêt de démarrage de la DDS, les femmes ont amendé le sol et mis les premières semences en terre. À la récolte, chacune remettait au fonds céréalier communautaire une quantité de céréales déterminée selon le taux du marché pour rembourser son prêt. Beaucoup d'entre elles ont cultivé jusqu'à quatre fois plus que ce qu'elles remboursaient, gardant le reste pour la consommation familiale. Si la récolte était mauvaise, elles pouvaient en différer le paiement sans intérêt. Les céréales étaient

entreposées par les membres du *sangham* local et vendues à prix réduit aux villageoises et villageois les plus pauvres et les plus vulnérables en période de disette, quand les commerçants de céréales demandent des prix exorbitants et que le travail se fait rare.

Les villageoises et villageois avaient le droit d'acheter une certaine quantité de céréales en fonction de leurs besoins, tels que déterminés par la collectivité dans le cadre de processus participatifs publics. Le revenu des ventes était déposé dans un compte en banque portant intérêt au nom du fonds céréalier communautaire ; on utilisait cet argent pour financer des prêts en vue de régénérer d'autres terres en jachère pour la culture. Les intérêts du premier dépôt à terme de cinq ans ont servi à financer la réduction de prix accordée aux villageoises et villageois ayant acheté des céréales en période de disette. La seule aide extérieure a été l'investissement initial de la DDS sous forme de petits prêts pour amender le sol. Le fonds céréalier communautaire continue de financer l'amélioration de nouvelles terres de culture, ce qui augmente la quantité de nourriture produite et consommée localement et favorise la création d'emplois locaux.⁷

Pour traverser les périodes difficiles, les gens devaient autrefois quitter la région en quête d'un travail saisonnier. Les salaires offerts étaient souvent insuffisants pour survivre et les obligeaient à emprunter de l'argent à des prêteurs. Plusieurs d'entre eux devaient ensuite cultiver au profit du prêteur et devenaient ainsi des travailleurs sans gage. Privées de bras dans les périodes cruciales du calendrier agricole, les familles se trouvaient dans l'impossibilité de semer leurs petits lopins. C'est ainsi qu'elles entraient dans l'engrenage de la servitude pour dette. Maintenant que le fonds céréalier communautaire leur permet d'éviter la migration, elles peuvent investir dans leurs propres terres et briser le cercle vicieux de l'endettement. Dans plusieurs villages où il y a un *sangham* et un fonds céréalier communautaire, les prêteurs ont fermé boutique et la servitude pour dette n'existe plus. Avec le temps, certains villages sont devenus largement autosuffisants, cultivant assez de céréales pour permettre à toute la population de traverser les périodes difficiles sans connaître la faim ni quitter la région pour travailler. Les *sanghams* du district de Medak ont élaboré avec succès leur propre stratégie de sécurité alimentaire axée sur la communauté.

On réalise des expériences similaires ailleurs en Inde, dans l'État du Maharashtra. Comme d'autres groupes marginalisés, certaines collectivités ethniques y subissent des famines saisonnières chroniques. Dans le district de

Raigad, à moins de 100 kilomètres de la métropole de Mumbai, la pression sur les terres est de plus en plus forte. Les groupes ethniques, dont plusieurs sont traditionnellement tributaires de la forêt pour la nourriture, les médicaments, le fourrage et le combustible ont été obligés d'emprunter à plusieurs reprises des céréales et de l'argent pour survivre. Ces prêts s'accompagnent d'une kyrielle d'abus : viol, servitude pour dettes, taux usuraires, travail sur demande, relocalisation forcée sur les lieux de travail et d'autres formes d'exploitation. Constatant le besoin évident d'une solution de rechange, l'Academy of Development Sciences (ADS), une ONG locale, a travaillé avec les communautés locales pour promouvoir le modèle des banques céréalières villageoises. Cette formule permet aux villageoises et villageois de recevoir un prêt sans intérêt de riz ou de millet qu'ils doivent rembourser en céréales dans les quatre années suivantes pour couvrir le capital de départ versé par l'ADS. Ils ajoutent en plus 25 % par année pour garnir leur propre fonds villageois. Au bout de quatre ans, la banque céréalière villageoise rembourse l'ADS et acquiert son autonomie financière. Les fonds de l'ADS peuvent alors servir à aider un autre village. Après quatre ans, les fermières et fermiers continuent de verser des dépôts de céréales qu'ils pourront emprunter par la suite. Avec le temps, les réserves de céréales du village ont augmenté de manière importante et suffisent à la demande locale de riz ou de millet. Une fois leurs besoins comblés, les villageoises et villageois peuvent vendre les surplus et déposer l'argent dans un fonds céréalière communautaire. Ils accordent ensuite des prêts sans intérêt pour financer des mariages, l'achat de bétail ou la construction de maisons.

Mises sur pied pour contrer les effets de la disette saisonnière et l'exploitation par les usuriers, les banques céréalières villageoises comportent bien d'autres avantages. Non seulement les villageoises et villageois qui en ont une jouissent-ils de la sécurité alimentaire axée sur la communauté, mais les travailleurs journaliers peuvent aussi négocier plus facilement leur salaire puisqu'il y a plus de terres cultivées, ce qui profite à l'ensemble des ouvriers agricoles. On a éliminé les prêts usuraires et la servitude pour dettes dans plusieurs régions où il y a des banques céréalières villageoises.⁸ La mobilisation des communautés a également créé un nouvel esprit de coopération autour d'autres enjeux d'intérêt commun. Ainsi, les villageoises et villageois s'unissent régulièrement pour réclamer des améliorations à leurs conditions de vie, telles que l'électricité, les routes, l'eau potable et les écoles. Tout cela démontre de manière éloquent que la formule des banques de

céréales gérées par la communauté et basées sur la bio-diversité agricole, combinée aux sources d'aliments non cultivés, constitue une solution locale positive et efficace pour assurer la sécurité alimentaire et le développement rural.

Que peuvent faire les décideurs et les organismes de développement pour soutenir la sécurité alimentaire axée sur la communauté ?

Soutenir les programmes de sécurité alimentaire fondés sur une véritable prise en charge locale et un véritable contrôle par le milieu. Un élément clé de la réussite des systèmes de sécurité alimentaire axés sur la communauté est leur niveau réel de prise en charge locale, y compris l'appropriation locale des terres et le contrôle par le milieu. Dans les exemples précités, ce sont les membres des communautés eux-mêmes qui planifient, administrent et réalisent toutes les étapes de la production alimentaire, de l'entreposage, de la distribution et des autres facettes de la gestion communautaire des céréales. Quoi cultiver, où cultiver, comment cultiver, quelle quantité conserver dans la banque communautaire, qui a droit aux céréales et à quel prix ? Toutes ces décisions sont prises par la communauté, dans le cadre de processus publics transparents. Outre l'impératif du contrôle local, les structures et processus internationaux ont aussi une incidence considérable sur la sécurité alimentaire à l'échelle locale et mondiale. Les décideurs doivent étudier soigneusement le rôle du Canada en matière d'accords sur le commerce et l'investissement, et veiller à ce qu'ils ne risquent pas de compromettre la sécurité alimentaire à l'échelle locale.⁹ De plus, il faut de toute urgence réévaluer en fonction de la sécurité alimentaire les modèles « d'agro-exportation » qui favorisent les cultures d'exportation au détriment de la production pour le marché local et un système de propriété foncière inéquitable.

Soutenir la sécurité alimentaire par la production locale d'aliments nutritifs et appropriés sur le plan culturel.

Il faut miser sur les cultures traditionnelles pour s'assurer que les variétés appropriées sur le plan culturel – procurant de grands avantages culturels et sociaux – forment la base de la sécurité alimentaire de la collectivité. Plusieurs cultures traditionnelles, comme le sorgho et le millet, sont plus nutritives que les variétés introduites, comme le riz. Adaptées aux microclimats locaux, les cultures traditionnelles n'ont pas besoin d'irrigation, de fertilisants, de pesticides ou d'herbicides chimiques, ce qui réduit les coûts et les risques pour la santé et l'environnement. Une production accrue des cultures

traditionnelles se traduit souvent par une plus grande variété d'aliments locaux à prix abordable et une alimentation plus nutritive. Les cultures traditionnelles offrent plus que la diversité agricole : elles contribuent aussi à la sécurité sur d'autres plans comme l'alimentation, la nutrition, le fourrage, le combustible, les moyens de subsistance et la protection de l'environnement.

Faire connaître l'importance des aliments non cultivés pour la sécurité alimentaire en milieu rural. L'agriculture fondée sur la biodiversité s'accompagne d'une multitude d'aliments non cultivés gratuits, disponibles localement et extrêmement nutritifs – légumes verts à feuilles, tubercules et petits animaux sauvages comme les poissons et les crabes. Au Bangladesh, on a démontré que les aliments non cultivés « constituent presque 40 % du régime alimentaire [général] dans les communautés où la biodiversité locale avait été préservée », et que « dans ces communautés, les ménages très pauvres ne possédant pas de terres dépendent presque à 100 % de sources non cultivées pour l'alimentation et le fourrage ». ¹⁰ Il est vital de connaître les sources d'aliments non cultivés et de les protéger pour assurer la sécurité alimentaire dans le monde, notamment pour les personnes les plus vulnérables.

S'assurer que le rôle essentiel des femmes en agriculture est le pivot des programmes de sécurité alimentaire.

Dans plusieurs régions du monde et de tout temps, c'est aux femmes qu'est dévolue la mission de conserver les semences. Elles sont aussi les gardiennes du savoir ancestral sur la combinaison des cultures et l'utilisation des plantes sauvages pour l'alimentation et l'usage médicinal. Transmis de génération en génération, ce savoir est à la base de la production alimentaire traditionnelle. L'industrialisation de l'agriculture a marginalisé le savoir des femmes en encourageant l'achat de semences et la réduction des sources d'aliments non cultivés. Le succès des systèmes de sécurité alimentaire axés sur la collectivité repose sur le renforcement des vastes connaissances des femmes en vue d'assurer une production alimentaire durable et respectueuse de la biodiversité, et ce, pour des années à venir.

Faire une analyse critique du rôle de la biotechnologie agricole dans la sécurité alimentaire. La biotechnologie agricole pourrait avoir – et a déjà parfois – un effet extrêmement néfaste sur la sécurité alimentaire à l'échelle locale. ¹¹ Partout dans le monde, fermiers, groupes de producteurs, organisations de la société civile, groupes de consommateurs et simples citoyennes et citoyens réclament l'adoption d'un moratoire sur les cultures génétiquement modifiées (GM), tant que l'on n'aura pas

évalué leur impact à long terme. Contamination par dérive, risques pour l'environnement et les personnes, développement de mauvaises herbes ultra résistantes, utilisation accrue de produits chimiques dans l'agriculture et augmentation du prix des semences : voilà un aperçu des inquiétudes sur lesquelles il faut se pencher de toute urgence. Un autre motif d'alarme, c'est que le système agricole axé sur les cultures GM ébranle le fondement même de la sécurité alimentaire locale, soit le contrôle de l'approvisionnement en semences. Ce système permet aux grandes sociétés qui ont le monopole des cultures génétiquement modifiées de dérober aux agriculteurs – des femmes en grande partie – le contrôle de la production et de la vente des semences. En outre, plusieurs études ont démontré que les cultures GM ont contaminé de manière importante des champs de cultures non GM. ¹² C'est un désastre en puissance pour la sécurité alimentaire, puisque cela peut perturber la production des cultures traditionnelles et réduire substantiellement la quantité d'aliments non cultivés. ¹³ La biotechnologie agricole contrevient aux principes de l'agriculture axée sur la biodiversité et de la sécurité alimentaire locale.

Protéger l'agriculture basée sur la biodiversité en tant que fondement des systèmes de sécurité alimentaire axés sur la communauté.

Avec l'agriculture écologique fondée sur la biodiversité, on renforce la sécurité alimentaire à long terme en favorisant la régénération plutôt que la dégradation du sol et des ressources naturelles. Les semences traditionnelles adaptées aux microclimats locaux, combinées au fumier et au compost produits par les systèmes de production alimentaire fondés sur la biodiversité, n'ont plus besoin d'eau pour l'irrigation, ce qui permet d'économiser une ressource rare et âprement convoitée. Ce type d'agriculture permet aussi d'éliminer la plus grande partie des dépenses liées aux intrants agricoles coûteux. L'agriculture fondée sur la biodiversité permet en outre l'accès à des aliments non cultivés, du combustible et du fourrage, qui sont tous des éléments essentiels à la vitalité des moyens de subsistance en milieu rural.

Conclusion

Comme le souligne le South Asia Network on Food, Ecology and Culture, « ... le défi politique consiste à défendre les sources alimentaires des communautés rurales en défendant le principe de la production alimentaire locale et écologique. Il faut aussi que les collectivités productrices assurent elles-mêmes la gouvernance des rapports sociaux liés à la nourriture ». ¹⁴ Pour bâtir des systèmes de sécurité alimentaire axés

sur la communauté, il faut situer la question des besoins alimentaires dans un contexte plus vaste, celui de l'intégration des systèmes de production alimentaire aux processus de gestion et de développement de la communauté. Pour assurer une base solide à la sécurité alimentaire et au développement rural authentique, l'expérience l'a démontré, il faut développer une agriculture fondée sur la biodiversité, appartenant à la communauté et gérée par celle-ci, et accorder une place centrale aux femmes.

Notes

¹ Malgré la croissance phénoménale de l'Inde selon certains indicateurs, tels que son PIB, plus de 350 millions de personnes (35 % de la population) connaissent l'insécurité alimentaire. Programme alimentaire mondial, http://www.wfp.org/country_brief/index.asp?region=5.

² Le millet perlé, le mil rouge et le sorgho contiennent tous plus de protéines, de minéraux, de calcium et de fer que le riz blanc poli. *Betting on Biodiversity*, Vandana Shiva, Research Foundation for Science, Technology and Ecology (RFSTE), New Delhi, 1998.

³ *Uncultivated Foods and the Poor*, Deccan Development Society, Inde, <http://www.ddsindia.com/unculti.htm>.

⁴ *Uncultivated Food: The Missing Link in Livelihood and Poverty Programs*, F. Mazhar, P.V. Satheesh, D. Buckles et F. Akhter, 2002, South Asia Network on Food, Ecology and Culture (SANFEC), Dossier stratégique #1, Dhaka.

⁵ *India's Agrarian Suicides*, Vandana Shiva, 2004, Delhi, Inde, <http://www.navdanya.org/news/200704.php>.

⁶ *Food Security for Dryland Communities*, P.V. Satheesh, Inde, http://www.ddsindia.com/foodsec_dryland.htm.

⁷ Dans chaque village où il est implanté, le fonds céréalier communautaire génère près de 8000 jours de travail par année. *How to Make PDS Work for the Poor*, P.V. Satheesh, 1998, Inde, <http://www.ddsindia.com/howtopds.htm>.

⁸ *Village-Level Grain Banks: a Decentralized Approach Towards Self-reliance in Food Security*, Rajeev Khedkar, Academy of Development Sciences, Pune, Inde.

⁹ Pour plus d'information sur les liens entre la sécurité alimentaire et les politiques canadiennes en matière de commerce international et d'investissement, consulter les documents préparés par le Groupe canadien de réflexion du Canada sur la sécurité alimentaire, <http://www.ccic.ca/f/003/food.shtml> <http://www.ccic.ca/e/003/food.shtml>.

¹⁰ *Uncultivated Food: The Missing Link in Livelihood and Poverty Programs*, Mazhar, F., P.V. Satheesh, Buckles, D et Akhter, F., 2002, South Asia Network on Food, Ecology and Culture (SANFEC), Dossier stratégique #1, Dhaka.

¹¹ *Plantes génétiquement modifiées : une décennie d'échecs Genetically-modified crops: a decade of failure [1994-2004]*, Les Amis de la terre International, 2004, <http://www.foei.org/fr/publications/index.html> <http://www.foei.org/publications/link/gmo/index.html>.

¹² *GMO Contamination Around the World*, 2^e édition. Les Amis de la terre International, <http://www.foei.org/publications/gmo/index.html>, *Nine Mexican States Found to be GM Contaminated*, Groupe ETC group, 2003, <http://www.etcgroup.org/article.asp?newsid=410>.

¹³ Ce point a été confirmé dans le rapport *L'avenir de l'environnement mondial (GEO 2003)* du Programme des Nations unies pour l'environnement. « GEO 2003 met en garde contre la possibilité que des gènes modifiés s'échappent du laboratoire pour se répandre accidentellement dans d'autres variétés, ce qui constitue un véritable risque pour la biodiversité, le gage de la sécurité alimentaire de l'humanité », *Un organisme des Nations unies appelle à la prudence sur les cultures transgéniques*, Diego Cevallos, 2004, Inter Press Service.

¹⁴ *Uncultivated Food: The Missing Link in Livelihood and Poverty Programs*, Mazhar, F., P.V. Satheesh, Buckles, D et Akhter, F., 2002, South Asia Network on Food, Ecology and Culture (SANFEC), Dossier stratégique #1, Dhaka.

Citations et autres ressources

Vandana Shiva, *Betting on Biodiversity*, Research Foundation for Science, Technology and Ecology (RFSTE), New Delhi, 1998.

Institute for Food and Development Policy, *Breaking Ground: the Community Food Security Movement*, Document d'information, Vol. 10, Numéro 1, Hiver 2004.

Les Amis de la terre - International, *Plantes génétiquement modifiées : une décennie d'échecs [1994-2004]*, 2004, <http://www.foei.org/fr/publications/index.html>.

Les Amis de la terre - International, *GMO Contamination Around the World*, 2^e édition, <http://www.foei.org/publications/gmo/index.html>.

P.V. Satheesh, *History in the Making – Women Design and Manage an Alternative Public Distribution System*, <http://www-trees.slu.se/news/34/34sathee.htm>.

P.V. Satheesh, *How to Make PDS Work for the Poor*, 1998, Inde, <http://www.ddsindia.com/howtopds.htm>.

P.V. Satheesh, *Food Security for Dryland Communities*, Inde, http://www.ddsindia.com/foodsec_dryland.htm.

P.V. Satheesh et al, *Food Security: Four Major Steps*, <http://www.ddsindia.com>.

Bread for the World Institute, "Local Food Mavericks Avert Malnutrition", *Foreign Aid to End Hunger*, 2001, États-Unis.

ETC group, *Nine Mexican States Found to be GM Contaminated*, 2003, <http://www.etcgroup.org/article.asp?newsid=410>.

Diego Cevallos, *Un organisme des Nations unies appelle à la prudence sur les cultures transgéniques*, 2004, Inter Press Service.

Mazhar, F., P.V. Satheesh, Buckles, D et Akhter, F., *Uncultivated Food: The Missing Link in Livelihood and Poverty Programs*, 2002, South Asia Network on Food, Ecology and Culture (SANFEC) Policy Brief #1, Dhaka.

Using Agricultural Diversity Research Award, SANFEC et CRDI, *Uncultivated Foods and Plants, Proceedings of South Asian Workshop*, 1999, Dhaka.

Deccan Development Society, *Uncultivated Foods and the Poor*, Inde, <http://www.ddsindia.com/unculti.htm>.

Rajeev Khedkar, *Village-Level Grain Banks: a Decentralized Approach Towards Self-reliance in Food Security*, Academy of Development Sciences. Publié par l'Academy of Development Sciences et South Asia Network on Food, Ecology and Culture (SANFEC), Pune, Inde.

